

# La compétitivité des entreprises françaises dans la transition énergétique

Synthèse des recommandations du GT7  
au Conseil national du débat sur la transition énergétique  
23 mai 2013

## Objectifs du groupe de travail

- Eclairer le Conseil sur le lien entre transition énergétique et compétitivité
- Compléter les recommandations pour développer des filières nationales compétitives, créant de l'emploi et exportatrices
- Fournir des recommandations sur la manière dont la compétitivité énergétique des entreprises devrait être suivie et pilotée dans le temps

## Eléments étudiés (chapitres du rapport)

- 1) Etat des lieux
  - Evolution du contexte international : Allemagne, Etats-Unis, Chine
  - Evolution de la compétitivité des entreprises françaises dans ce contexte
  
- 2) Conséquences économiques de l'inaction et de l'absence de réalisation de la transition énergétique
  - Coût de l'inaction
  - Balance énergétique
  - Marchés de l'électricité et des quotas de CO<sub>2</sub>
  - Coût et incertitudes de la sûreté nucléaire
  - Risques d'un investissement insuffisant dans l'économie verte

## Éléments étudiés (chapitres du rapport)

- 3) Conséquences d'une augmentation des prix de l'énergie sur la compétitivité des entreprises françaises
  - Conséquences d'une augmentation du prix du pétrole et de l'électricité (à faire pour le gaz)
  - Conditions d'une amélioration de la compétitivité des entreprises liée à la transition énergétique
  
- 4) Nouvelles filières de la transition énergétique
  - Filières existantes, nouvelles filières, priorité aux filières de l'efficacité énergétique
  - Situation sur le marché
  - Politique productive et industrielle à développer, facteurs clefs de succès

# Recommandations

## Afficher l'amélioration de la compétitivité de notre économie comme une priorité de la transition énergétique

- Et donc faire d'une transition énergétique compétitive l'un des fils directeurs de la politique économique

## Donner à tous les acteurs une lisibilité de long terme en affichant dès à présent des objectifs au-delà de 2020-2025

- Energies renouvelables : 23 % en 2020. Quel objectif à 2030 ?
- Emissions de gaz à effet de serre : -20 % en 2020, facteur 4 en 2050. -40 % à 2030 ?
- Efficacité énergétique : +20% en 2020, -2% par an de l'intensité énergétique d'ici à 2015 et -2,5 % par an entre 2015 et 2030
- Part du nucléaire dans la production électrique : quelle évolution au-delà des engagements pris pour 2025 par les autorités françaises ?

## Se doter des outils nécessaires pour mesurer et piloter les conséquences de la transition énergétique sur la compétitivité de notre économie

- Outils de mesure et de pilotage, dont outils de concertation et de confrontation d'expertises plurielles, selon les typologies d'entreprises (TPE, PME et grandes entreprises)
- Définir les principaux déterminants de la compétitivité en s'inspirant par exemple des travaux du WEF (World Economic Forum) ou de l'OCDE
- Adopter une approche macro-économique pour évaluer les impacts positifs et négatifs éventuels de la transition énergétique
- Adopter une approche micro économique par secteur économique, à travers notamment le poids en volume et en valeur de l'énergie dans la valeur ajoutée / les coûts de productions des secteurs et filières associées
- Mesurer les impacts en absolu mais aussi en relatif par rapport aux évolutions de ces mêmes critères dans une sélection de pays

## Se doter des outils permettant d'approcher au plus près la vérité des coûts pour chaque source d'énergie

- Intégrer :
  - Les besoins d'investissement de production, de transport et de distribution
  - Les externalités environnementales, de risques majeurs, de coûts reportés sur les générations futures, d'analyse de l'ensemble du cycle de vie
  - Les incertitudes que font peser les contraintes de sûreté
  - Les aléas liés aux cours des matières premières importées
  - Les coûts de renouvellement/remplacement des installations existantes
- Analyser en conséquence les impacts potentiels des choix énergétiques sur l'économie, filière par filière

## Simuler avec ces outils les différentes options politiques de la transition énergétique

- *Constater a posteriori une évolution positive ou négative de la compétitivité de la France et de ses acteurs économiques n'est pas suffisant*
- Evaluer a priori les options politiques en matière d'énergie afin de :
  - Retenir les options politiques les plus pertinentes
  - Mettre en place la mise en place de mesures correctives ou compensatoires pour les secteurs les plus exposés
  - Permettre aux acteurs et aux filières d'anticiper et de s'organiser

## Suivre et publier annuellement l'évolution de la compétitivité de l'économie de la France

- *Le paysage énergétique mondial est en évolution permanente, faisant de la transition énergétique un processus continu avec des périodes d'accélération en terme d'impacts environnementaux, sociétaux et économiques*
- Suivre annuellement et publier les indicateurs de mesure des impacts de la transition énergétique sur la compétitivité de la France et de ses acteurs économiques
- Confier à un organisme existant la responsabilité d'analyser ces indicateurs et de formuler auprès du gouvernement les actions à mettre en œuvre pour que la transition énergétique soit, de manière permanente, un facteur positif de la compétitivité de la France et de ses acteurs économiques

## Intégrer la transition énergétique comme thème de travail permanent du Conseil national de l'industrie et des comités stratégiques de filières

- *La mise en cohérence des politiques publiques est essentielle pour faire de la transition énergétique un levier d'innovation, de reconquête de compétitivité-coût et hors coût et de gains de productivité*
- Intégrer la transition énergétique comme thème de travail permanent dans les instances traitant des activités et des productions (CNI, comités stratégiques de filières, organismes traitant de la politique agricole et forestière, etc.)

## Donner la priorité dans le mix énergétique aux énergies :

- Les moins émettrices de gaz à effet de serre et de déchets
- Permettant la meilleure maîtrise des prix de l'énergie, et notamment la meilleure prévisibilité de son évolution
- Les plus intensives en emplois
- Réduisant notre dépendance aux importations de matières premières dans un souci de moindre vulnérabilité et de moindre coût pour la balance commerciale
- Privilégiant les sources d'énergie non épuisables
- Favorisant les investissements sur le territoire national, et dans les territoires au plus près des consommations
- Améliorant la résilience globale du système énergétique français aux différents aléas et son adaptabilité aux opportunités technologiques futures

## Retenir l'innovation comme un axe prioritaire de la transition énergétique

- Dédier aux innovations en matière énergétique (production, efficacité, stockage, réseaux) une part importante des outils d'innovation technologique
- Accompagner techniquement et financièrement les entreprises, en particulier les TPE/PME, et les innovateurs. S'appuyer sur les Sociétés d'accélération de transfert de technologie, les pôles Carnot, les pôles de compétitivité
- Conforter les alliances et les outils mutualisés pour construire l'interdisciplinarité et l'intégration de la R&D, en particulier entre Ancre (énergie), Allenvi (sciences de l'environnement) et Athéna (sciences humaines et sociales)
- Encourager et soutenir les grands programmes nationaux (Investissements d'avenir, Agence nationale de la recherche), européens (Initiatives de programmation conjointes, ERA-NET) et internationaux
- Favoriser le croisement entre technologies numériques et énergétiques

## Renforcer la politique de soutien aux activités énérgo-intensives soumises à la concurrence internationale et aux secteurs économiques fragiles affectés par la transition énérgétique

- Consensus sur cette proposition et sur le fait que ces aides doivent s'inscrire dans un plan d'amélioration de l'efficacité énérgétique
- Débat sur les modalités possibles : tarifs privilégiés, exonérations de prélèvements sociaux et/ou aides pour l'investissement dans l'efficacité énérgétique.
- Le groupe souhaite que ces différentes pistes soient expertisées dans un travail complémentaire associant les parties prenantes dans le cadre de la gouvernance des six collèges
- Examiner plus largement les mesures nécessaires pour corriger l'impact économique pour l'ensemble des acteurs économiques

## Soutenir les industries et activités de l'efficacité énergétique active et passive pour faire de l'économie verte française un pôle d'excellence

- Champions industriels français dans le génie électrique, électronique de puissance, réseaux intelligents, etc.
- Evolution de l'industrie et des artisans du BTP vers la rénovation thermique des bâtiments
- Evolution des industries des constructeurs de véhicules (automobile individuelle, transports collectifs, camions, véhicules utilitaires) vers les véhicules sobres et peu polluants
- Evolution de la fabrication et de la distribution des appareils électroménagers, téléphonie mobile, informatique, etc., vers les appareils les plus efficaces énergétiquement
- Evolution de l'industrie vers l'économie circulaire, l'éco-conception des produits en intégrant l'analyse de l'ensemble du cycle de vie et la réduction de l'obsolescence
- Développement de la cogénération dans les industries et la récupération des effluents thermiques
- Utilisation dans l'artisanat et l'industrie des procédés les moins énergivores

## Soutenir l'évolution des exploitations agricoles vers des agricultures triplement performantes conciliant :

- Compétitivité
- Respect de l'environnement (économie d'intrants et d'énergie)
- Production d'énergies renouvelables grâce à la valorisation de la biomasse (réticences de certains membres sur les agro-carburants), du photovoltaïque sur toit, et de l'éolien

## Privilégier une politique lisible et prévisible de « signal-prix » qui incite à l'efficacité énergétique

- Articulée avec les politiques européennes
- Dont les recettes potentielles (notamment fiscales) pourraient être affectées à l'accompagnement des acteurs vers les usages les plus efficaces énergétiquement
- Exemples : tarifs progressifs, fiscalité climat-énergie, bonus-malus sur l'achat de biens de consommation, certificat d'économie d'énergie

## Mettre à profit les outils financiers publics pour favoriser l'efficacité énergétique

- Outils : Caisse des Dépôts, bpifrance, BEI, CICE, LDD, Investissements d'avenir, etc.
- Objectif : appuyer l'évolution des activités économiques vers une moindre consommation énergétique
- Moyens : prêts bonifiés, tiers investissement, etc.
- *Cf. GT Financement*

## Favoriser le développement des énergies renouvelables

- Mettre en œuvre un « choc de simplification »
- Renforcer et consolider dans le temps les politiques tarifaires d'achat pour une plus forte lisibilité
- Faciliter et rendre moins coûteux le raccordement au réseau
- Inciter à l'autoconsommation chaque fois qu'elle est pertinente
- Investir dans l'innovation et l'expérimentation (production, stockage, réseaux intelligents)
- *Cf. GT Energies renouvelables*

## Aider à la modernisation de notre appareil de production

- *En 2010, les Etats Généraux de l'Industrie ont évalué à 100 milliards d'euros le déficit d'investissement dans l'appareil productif français*
- La modernisation de notre appareil productif dans l'ensemble des entreprises répond à la fois à un impératif de compétitivité et constitue une source d'économies d'énergie
- Exemples de leviers : prime à la casse des équipements obsolètes et énergivores, aide à la première robotisation des PME, accompagnement technique et organisationnel des PME

## Favoriser le développement d'une politique européenne de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables

- Réorganisant le marché de l'électricité
- Renforçant les complémentarités en terme de production / consommation / stockage
- Développant les partenariats industriels pour consolider les filières
- Protégeant nos acteurs industriels
- Mettant en place les outils réglementaires et financiers favorables à une transition énergétique qui soit un facteur de compétitivité pour les économies européennes
- Afficher la défense de notre compétitivité comme une priorité des politiques européennes, notamment vis-à-vis de la Chine (panneaux photovoltaïques) et des Etats-Unis (chimie).
- Examiner la création d'une Agence européenne de l'énergie